



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 4, 1<sup>er</sup> février 2011

## CONTENU

### Politique commerciale américaine

Bras de fer entre démocrates et républicains sur le renouvellement des programmes tarifaires préférentiels .....	1
Discours sur l'état de l'Union : continuité de la politique commerciale .....	2

### Relations commerciales

Le commerce agricole entre les États-Unis et l'Amérique latine : perspectives .....	3
---	---

Études économiques et articles connexes .....	5
---	---

## Politique commerciale américaine

### *Bras de fer entre démocrates et républicains sur le renouvellement des programmes tarifaires préférentiels*

Les programmes préférentiels et les programmes d'aide à l'ajustement commercial se retrouvent à nouveau sur la sellette en raison des tensions partisans au Congrès.<sup>1</sup> Le Système généralisé de préférences (SGP) est expiré depuis le 31 décembre 2010, tout comme l'*Andean Trade Promotion and Drug Eradication Act* (ATPDEA) et le Programme d'aide à l'ajustement commercial (PAAC). Ces deux derniers ont été prorogés jusqu'au 12 février 2011, mais pas le SGP.

*L'incertitude que laisse planer l'absence de coopération entre républicains et démocrates n'est guère propice au climat des affaires ni un bon signal lancé aux pays en développement.*

Les membres du comité sur les Voies et Moyens de la Chambre des représentants, contrôlé par les républicains, et ceux au sein du comité des Finances du Sénat, contrôlé par les démocrates, ont été incapables jusqu'ici de trouver un compromis qui permettrait le renouvellement des programmes. Les sénateurs républicains se sont prononcés en faveur du renouvellement de l'ATPDEA, mais ont indiqué que celui du PAAC serait conditionnel à un engagement formel de la part du président sur le passage de l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et la Colombie. Le sénateur républicain, Jeff Session (R-AL), qui défend les intérêts d'une entreprise de son État affectée par le programme SGP, s'oppose toujours à son

renouvellement. Les sénateurs démocrates refusent, de leur côté, de voter les programmes séparément, tout comme les membres démocrates du comité sur les Voies et Moyens. Faisant bloc derrière leur leader, Sander Levin (D-MI), ils veulent reconduire les trois programmes ensemble, et ce, pour deux ans. Les représentants républicains ne se sont pas prononcés et souhaitent continuer les négociations. Le fait que les programmes préférentiels ne soient pas renouvelés à court terme n'est pas un problème en soi, puisque les entreprises et les particuliers qui bénéficient de ces programmes pourront se faire rembourser les droits tarifaires versés une fois ceux-ci reconduits. Cependant, l'incertitude que laisse planer l'absence de coopération entre républicains

<sup>1</sup> Le renouvellement de ces programmes avait déjà fait les frais des tensions entre républicains et démocrates durant la session de fin de mandat (*lame duck session*) en novembre et décembre 2010. Pour plus de détails, consulter la Chronique commerciale américaine vol. 3, no 32, du 30 novembre 2010. En ligne : CEIM [http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCAvol3no32\\_30-11-10.pdf](http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCAvol3no32_30-11-10.pdf)



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 4, 1<sup>er</sup> février 2011

et démocrates n'est guère propice au climat des affaires ni un bon signal lancé aux pays en développement.

Le SGP, en place depuis le *Trade Act of 1974*, est une procédure d'exception à la règle du traitement de la nation la plus favorisée (NPF) de l'OMC qui a pour objectif d'offrir un accès préférentiel au marché américain pour un certain nombre de produits sélectionnés en provenance des pays en développement. Ainsi, dans le cadre de ce programme, les entreprises américaines ont importé des biens d'une valeur de 27 milliards de \$ É-U en 2010 et économisé 577 millions de \$ É-U en tarifs. Le SGP couvre quelque 4800 produits en provenance de 131 pays. L'ATPDEA, qui est en vigueur depuis le 6 août 2002, fait suite à la réforme de l'*Andean Trade Preference Act* (ATPA) de 1991. Son objectif est d'éliminer les tarifs douaniers sur un certain nombre de produits en provenance de Colombie, d'Équateur et du Pérou en contrepartie d'une collaboration et d'une lutte accrue contre le narcotrafic. La valeur des importations couvertes par ce programme s'est élevée à près de 10 milliards de \$ É-U en 2009. Quant au PAAC, bonifié en 2009 par le *Trade and Globalization Adjustment Assistance Act of 2009* (TGAAA), il vient en aide aux travailleurs, localités et entreprises affectés par les délocalisations d'entreprises et les importations. Il bonifie les prestations d'aide sociale et finance la formation pour les travailleurs qui désirent réorienter leur carrière.<sup>2</sup>

Sources : « Trade Preference Programs, TAA in Increasing Danger of Expiration », *Inside US Trade*, vol. 29, no 4, 28 janvier 2011 ; « Statement by USTR Ron Kirk On Need to Extend Trade Programs that Support American Jobs », *USTR*, 22 décembre 2010, en ligne : <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2010/december/statement-ustr-ron-kirk-need-extend-trade-program>

### *Discours sur l'état de l'Union : continuité de la politique commerciale*

Le président Barack Obama n'a pas annoncé de réformes importantes de la politique commerciale dans son discours sur l'état de l'Union, présenté mardi le 25 janvier dernier. Il s'est plutôt contenté de réitérer les engagements pris l'année dernière. L'Administration a toujours pour objectif de doubler la valeur des exportations entre 2010 et 2014. Cet objectif doit être atteint par l'ouverture des marchés internationaux, l'application stricte des dispositions des accords de commerce et la promotion active d'un commerce loyal. Le président s'est à nouveau engagé à mener à terme les trois accords de libre-échange (ALE) négociés par l'Administration Bush — avec la Corée du Sud, la Colombie et Panama — qui n'ont toujours pas été déposés au Congrès. L'ALE avec la Corée du Sud devrait être soumis au vote de ce dernier dans un avenir rapproché.<sup>3</sup> Le président a aussi réitéré l'intérêt des États-Unis à conclure rapidement les négociations du Partenariat transpacifique (TPP).

Le discours, qui avait pour thème central la reprise de l'économie américaine, toujours minée par un taux de chômage de plus de 9 %, a mis l'accent sur la nécessité de promouvoir l'innovation afin de faire face à la compétition internationale et de permettre une relance durable de l'économie. Face à la pression grandissante des grandes économies émergentes comme la Chine et l'Inde, qui développent rapidement des grappes industrielles dans les secteurs des hautes technologies et concurrencent désormais les entreprises américaines sur le terrain de

<sup>2</sup> Pour plus de détails sur les programmes d'aide à l'ajustement commercial (PAAC), consulter le dossier spécial sur le sujet présenté par Christian Deblock et Sylvain Zini publié dans la Chronique humaniser le commerce, vol. 1, no 2, décembre 2010, en ligne : CEIM <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/ChroniqueHL Cv1n2.pdf>

<sup>3</sup> Pour plus de détails concernant l'ALE entre les États-Unis et la Corée du Sud, consulter le plus récent rapport du *Congressional Research Service* à ce sujet : «The Proposed U.S.-South Korea Free Trade Agreement (KORUS FTA): Provisions and Implications », CRS, 12 novembre 2011, en ligne : State Department <http://fpc.state.gov/documents/organization/151976.pdf>



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 4, 1<sup>er</sup> février 2011

l'innovation, le président a justifié la nécessité pour son Administration de soutenir l'innovation par des programmes de subventions aux entreprises. Ce soutien prendra la forme d'une réforme du système de taxation, d'investissements en éducation et d'investissements dans les infrastructures, notamment de télécommunication.

Pour consulter le discours sur l'état de l'Union, voir : White House <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/01/25/remarks-president-state-union-address>

Pour des analyses plus approfondies du discours, voir : Carrie Budoff Brown, « Can Obama Turn Words into Action? », *Politico*, 27 janvier 2011, en ligne : Politico <http://www.politico.com/news/stories/0111/48270.html> ; E.J. Dionne Jr, « Obama Finds a New Angle to Reach Old Goals », *Washington Post*, 27 janvier 2011, en ligne : WP <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2011/01/26/AR2011012605092.html> ; « State of the Union », *New York Times*, 26 janvier 2011, en ligne : [http://topics.nytimes.com/top/reference/timestopics/subjects/s/state\\_of\\_the\\_union\\_message\\_us/index.html](http://topics.nytimes.com/top/reference/timestopics/subjects/s/state_of_the_union_message_us/index.html)

---

## Relations commerciales

### *Le commerce agricole entre les États-Unis et l'Amérique latine : perspectives*

Selon une analyse du Système économique latino-américain et caribéen (SELA), les politiques américaines dans le domaine de l'agriculture pourraient évoluer de façon substantielle au cours des années 2011 et 2012. Deux facteurs y concourent, soit le renouvellement de la loi agricole (*farm bill*) prévu en 2012 et la politisation du débat entourant l'aide et les subventions accordées aux producteurs de l'industrie agricole et agroalimentaire en prévision de l'élection présidentielle de novembre 2012.

L'étude identifie cinq procédures qui pourraient modifier sensiblement l'état présent des relations commerciales agricoles entre les États-Unis et leurs partenaires commerciaux latino-américains. (1) Le renouvellement en 2012 du *Food, Conservation and Energy Act of 2008* pourrait fortement modifier l'équilibre actuel des subventions accordées à l'industrie agricole. À ce jour, l'Administration Obama n'a toujours pas identifié ses priorités dans ce domaine. (2) L'adoption de lois spécifiques pourrait aussi avoir un impact important. Par exemple, le 111<sup>e</sup> Congrès a tenté de modifier les normes phytosanitaires à l'importation de produits agricoles. Ces normes font souvent office de barrières non tarifaires. Le projet de loi (S.510), intitulé *Food and Safety Modernization Act*, a reçu un appui bipartisan, mais a été écarté lors de la session de fin de mandat à cause de difficultés techniques. Il pourrait être à nouveau débattu au sein du 112<sup>e</sup> Congrès. Des modifications aux subventions à la production de biocarburant sont aussi à prévoir, surtout après la victoire républicaine au Congrès en novembre 2010. Plusieurs représentants républicains voudraient voir ces subventions abolies ou abrogées. (3) L'entrée en vigueur de nouveaux accords de libre-échange pourrait modifier les conditions d'accès aux marchés pour les pays participants. En Amérique latine, les États-Unis négocient présentement avec le Pérou et le Chili dans le cadre des négociations sur le Partenariat transpacifique. Ils pourraient aussi ratifier avant 2012 leurs ALE avec la Colombie et Panama, déjà négociés depuis 2007. (4) Les négociations du cycle de Doha à l'OMC, si elles aboutissaient, modifieraient sans aucun doute les règles

*De façon générale, les tarifs douaniers avec les pays latino-américains sont très bas. Pour les pays latino-américains en compétition plutôt qu'en complémentarité avec les États-Unis, les subventions américaines à l'agriculture représentent un obstacle plus important au commerce que les barrières tarifaires.*



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 4, 1<sup>er</sup> février 2011

commerciales en matière d'agriculture. (5) Des décisions rendues à l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC ont aussi un impact. Par exemple, les pressions brésiliennes en 2008 et 2009 ont contraint les États-Unis à diminuer leurs subventions aux producteurs de coton.

L'Amérique latine et les Caraïbes sont la seule région du monde avec laquelle les États-Unis entretiennent un déficit commercial dans le domaine agricole. Les États-Unis y exportent 21,6 % de leurs exportations agricoles totales, alors que 35,5 % de leurs importations totales proviennent d'Amérique latine et des Caraïbes. La valeur des exportations américaines vers la région a stagné entre 2006 et 2009, alors que la valeur des importations a crû durant cette période. Cependant, cette différence ne représente pas une valeur absolue très importante, le déficit américain avec la région étant de 2,5 milliards de \$ É-U. Les importations américaines depuis la région ont crû de 99,3 % entre 2000 et 2009. Les exportations y ont crû de 94,4 %.

Commerce agroalimentaire américain avec l'Amérique latine et les Caraïbes, 2000-2009					
(Moyennes par blocs de 3 années et données annuelle en 2009 ; en milliards de \$ É-U)					
	2000-2002	2003-2005	2006-2008	2009	Taux Δ 2000 à 2009
<b>Solde commercial : Am latine et Caraïbes</b>	-0,9	-0,7	7,8	-2,5	157,2%
<b>Importations É-U</b>	12,1	12,7	14,1	24,2	99,3%
<b>Exportations É-U</b>	11,2	13,5	21,9	21,7	94,4%
<b>Solde commercial : Reste du monde</b>	13,5	19,7	41,4	34,9	157,1%
<b>Importations É-U</b>	27,8	29,4	32,4	43,9	58,0%
<b>Exportations É-U</b>	41,3	49,2	73,8	78,7	90,5%

Source : SELA Antenna in the United States, édition no 96, troisième trimestre. Tiré des données de l'U.S. International Trade Commission.

De façon générale, les tarifs douaniers avec les pays latino-américains sont très bas. Ils représentent un taux moyen de 0,5 % de la valeur des produits importés aux États-Unis. Cela s'explique par les flux importants enregistrés avec les pays qui bénéficient d'un accès préférentiel, que ce soit dans le cadre des accords de libre-échange ou dans celui des programmes de coopération. Si l'on exclut les tarifs préférentiels, le tarif moyen NPF s'élève à 7 %. Cependant, ce taux est probablement en deçà du tarif réel, puisqu'il ne tient pas compte de l'effet dissuasif du contingentement tarifaire (*tariff-rate quota*) qui est imposé à de nombreux produits étrangers déjà disponibles aux États-Unis. La pratique du contingentement tarifaire consiste à imposer un tarif douanier bas à un produit jusqu'à concurrence d'une certaine quantité et ensuite d'imposer un tarif dissuasif pour toute unité supplémentaire. Les États-Unis importent beaucoup de produits dont ils sont dépourvus, comme certains fruits ou du sucre, en provenance de pays avec lesquels ils ont déjà des ALE, mais en revanche, ils imposent des contingentements tarifaires sur des produits en provenance du Brésil et d'Argentine, deux grands producteurs de grains et de bovins, à l'image des États-Unis.

Pour les pays latino-américains en compétition plutôt qu'en complémentarité avec les États-Unis, les subventions américaines à l'agriculture représentent un obstacle plus important au commerce que les barrières tarifaires. Ces subventions sont déterminées par la loi agricole qui,



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 4, 1<sup>er</sup> février 2011

rappelons-le, est un enjeu politique délicat aux États-Unis, d'autant plus qu'elle sera débattue en pleine année électorale en 2012. Trois facteurs principaux influenceront l'adoption de nouvelles politiques de subventions à l'agriculture. (1) Les représentants des États américains du Midwest, producteurs agricoles, faiblement peuplés, mais surreprésentés au Congrès, font généralement pression pour que les subventions soient maintenues ou augmentées. (2) Le système de subventions américaines est organisé de façon à ce que les subventions soient faibles lorsque le prix des denrées est élevé. La perspective de prix élevés à long terme sur les marchés internationaux pourrait inciter les législateurs à diminuer le coussin accordé aux agriculteurs. (3) La polarisation du débat entre républicains et démocrates et l'obsession des premiers à couper dans les dépenses de l'État pourraient bien avoir raison de certaines subventions. Notons aussi que des changements dans les politiques de subventions agricoles pourraient aussi survenir dans l'éventualité où les négociations à l'OMC dans le cadre du Cycle de Doha aboutissent finalement. Rien n'est moins sûr cependant. Les négociations, entamées en 2001, traînent en longueur depuis 2006.

Source : Cet article résume et met à jour les informations parues en novembre 2010 dans la principale publication du Système économique latino-américain et caribéen (SELA), le *SELA Antenna in the United States*, édition no 96, troisième trimestre, disponible à l'adresse suivante : SELA [http://www.sela.org/attach/258/EDOCS/SRed/2010/12/T023600004622-0-SELA\\_Antenna\\_in\\_the\\_United\\_States\\_-\\_No.\\_96\\_3th\\_Quarter\\_2010.pdf](http://www.sela.org/attach/258/EDOCS/SRed/2010/12/T023600004622-0-SELA_Antenna_in_the_United_States_-_No._96_3th_Quarter_2010.pdf)

---

### Études économiques et articles connexes

Cette semaine dans l'actualité :

Doug Palmer, « Lawmakers Plan to Reintroduce China Currency Bill », *Reuters*, 26 janvier 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/idUSTRE70Q0WB20110127>

Doug Palmer, « Colombia Presses U.S. for Trade Vote this Year », *Reuters*, 27 janvier 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/idUSTRE70Q0DD20110127>

Ian Swanson, « GOP Senator: Obama Should Get 'Fast-Track' Authority on Trade », *The Hill*, 24 janvier 2011, en ligne : The Hill <http://thehill.com/blogs/on-the-money/domestic-taxes/139691-gop-senator-says-obama-should-get-trade-authority>

Pete Kasperowicz, « Commerce Official Hints at Slower Trade Deal Timing », *The Hill*, 24 janvier 2011, en ligne : The Hill <http://thehill.com/blogs/floor-action/house/139597-commerce-official-hints-at-slower-trade-deal-timing>

Études économiques et commerciales : À ne pas manquer cette semaine. Le *Congressional Research Service* (CRS) a publié le 21 janvier un document récapitulatif des principaux enjeux liés au commerce pour le 112<sup>e</sup> Congrès. Aussi, la Commission d'enquête sur la crise financière a publié son rapport la semaine dernière. Fruit de centaines d'entrevues et lourd de plus de 600 pages, il représente un document d'archive exceptionnel pour comprendre l'éclosion et la gestion de la crise en 2007-2008 aux États-Unis.



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 4, 1<sup>er</sup> février 2011

Raymond J. Ahearn, éd., « International Trade and Finance: Key Policy Issues for the 112<sup>th</sup> Congress», *Congressional Research Service*, 21 janvier 2011, en ligne : State Department <http://fpc.state.gov/documents/organization/155005.pdf>

« The Financial Crisis Inquiry Report », *The Financial Crisis Inquiry Commission*, janvier 2011, en ligne : <http://www.fci.gov/>

---

### Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

**Direction scientifique :** Christian Deblock

**Recherche et rédaction :** David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)



**Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !**



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



[http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id\\_mot=278](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278)